

Explication de vote de la CFE-CGC au Csec du 28 Janvier 2026 au sujet de la consultation sur le projet VAR Est.

À ce stade, La **CFE-CGC** reconnaît que ce projet s'inscrit dans un contexte d'enjeux stratégiques importants pour Naval Group, notamment en matière d'objectifs de croissance. La nécessité de se redéployer sur un site plus moderne, plus adapté aux activités actuelles et futures, et bénéficiant d'un bassin d'emploi significativement plus important, constitue un élément que la **CFE-CGC** ne peut ignorer. Depuis le lancement du projet, de nombreuses équipes ont été mobilisées pour faire avancer le sujet et apporter du contenu aux élus, et nous vous remercions de ce travail certainement très chronophage.

Toutefois, la **CFE-CGC** émet encore certains doutes, notamment concernant les conditions d'accompagnement des salariés impactés par le déménagement. L'absence d'engagements clairs et formalisés sur les mesures sociales, l'organisation du travail, les mobilités, ainsi que sur la prise en compte des situations individuelles, suscitent de fortes inquiétudes parmi les personnels.

Par ailleurs, le projet de mise en place du flex office, dont les expérimentations menées jusqu'à présent ne se sont pas révélées concluantes et va à l'encontre, selon la **CFE-CGC**, de l'enjeu essentiel, pourtant déjà soulevé, de la création d'un collectif. Le télétravail, doit être conservé, notamment pour les personnels les plus éloignés du côté EST, en raison du risque routier et devra être organisé pour, lui aussi, permettre d'être un levier de cohésion.

La **CFE-CGC** réaffirme avec force qu'elle accompagnera l'ensemble des salariés concernés et veillera à ce que la direction mette en œuvre tous les moyens nécessaires afin que ce projet soit réalisé dans l'intérêt des salariés impactés, avec des garanties sociales à la hauteur des enjeux et des conséquences du projet.

C'est pourquoi, la **CFE CGC** vous demande :

- De faciliter les mobilités inter-sites
- D'améliorer le fonctionnement des outils
- De prendre en compte les besoins de formation afin de simplifier les mobilités fonctionnelles
- et de mettre en place des mesures spécifiques pour créer de la cohésion entre les équipes.

Dans ce contexte, et compte tenu à la fois des enjeux économiques du projet et des incertitudes majeures pesant sur ses impacts sociaux, la CFE-CGC décide de s'abstenir sur la consultation.

